Accord

entre le Gouvernement de la Fédération de Russie et le Gouvernement de la République du Burundi sur l'abolition mutuelle des procédures de visa pour les titulaires des passeports diplomatiques ou de service

Le Gouvernement de la Fédérațion de Russie et le Gouvernement de la République du Burundi, ci-après dénommés les Parties,

guidés par le désir de favoriser le développement des relations amicales entre les deux pays et de créer les conditions les plus favorables possibles pour les déplacements mutuels des citoyens de la Fédération de Russie et ceux de la République du Burundi titulaires des passeports diplomatiques ou de service en cours de validité,

ont convenu de ce qui suit:

Article 1

Les citoyens de l'État de l'une des Parties titulaires des passeports diplomatiques ou de service en cours de validité ont le droit d'entrer, de sortir, de transiter et de séjourner sur le territoire de l'État de l'autre Partie sans visas pendant 90 jours à compter de la date de l'entrée.

La durée totale du séjour autorisé des personnes mentionnées dans le présent article sur le territoire de l'État de l'autre Partie ne doit pas excéder 90 jours pour chaque période de 180 jours à compter de la date de leur entrée.

Article 2

1. Les citoyens de l'État de l'une des Parties titulaires des passeports diplomatiques ou de service en cours de validité, nommés pour le travail dans les missions diplomatiques et consulaires de l'État de cette Partie ou dans les représentations de l'État de cette Partie auprès des organisations internationales situées sur le territoire de l'État de l'autre Partie, sont exemptés de l'obligation

d'obtenir un visa pour entrer, sortir, transiter et séjourner sur le territoire de l'État de cette dernière Partie pendant toute la durée de leur accréditation.

- 2. À l'arrivée sur le territoire de l'État de l'autre Partie, les personnes mentionnées au paragraphe 1 du présent article doivent être accréditées dans les 30 jours qui suivent l'arrivée sur la demande de la représentation diplomatique appropriée et conformément à la législation de l'État de la Partie d'accueil.
- 3. Les règles d'entrée, de sortie, de transit et de séjour prévues par le présent article concernent également les époux des personnes mentionnées au présent article, leurs enfants mineurs, leurs enfants majeurs incapables de travailler et célibataires dans le cas où ceux-ci sont titulaires des passeports diplomatiques ou de service en cours de validité ou si les informations sur les enfants mineurs sont inscrites dans le passeport diplomatique ou de service en cours de validité d'un des parents.

Article 3

Les citoyens de l'État de l'une des Parties titulaires des passeports diplomatiques ou de service en cours de validité peuvent entrer, sortir et transiter par le territoire de l'État de l'autre Partie uniquement par les postes de frontière ouverts pour le trafic international de voyageurs, conformément à la législation de l'État de chacune des Parties.

Article 4

Les citoyens de l'État de l'une des Parties titulaires des passeports diplomatiques ou de service en cours de validité sont obligés de respecter la législation de l'État de l'autre Partie à l'entrée sur le territoire de cet État et pendant toute la durée de leur séjour.

Article 5

Aucune des dispositions du présent Accord ne porte atteinte au droit des autorités compétentes de l'État de l'une des Parties de refuser l'entrée ou de limiter la durée du séjour sur le territoire de l'État de cette Partie pour tout citoyen de l'État de l'autre Partie concerné par le présent Accord dont la Partie d'accueil informera immédiatement l'autre Partie par voie diplomatique.

Article 6

- 1. Chacune des Parties peut suspendre totalement ou en partie l'application du présent Accord en se guidant par les intérêts de la protection de l'ordre public, de la sécurité nationale ou de la santé de la population. L'autre Partie doit en être informée par voie diplomatique au plus tard 7 jours avant l'entrée en vigueur de la décision sur cette suspension.
- 2. La Partie ayant pris la décision de suspendre l'application du présent Accord pour les raisons citées au paragraphe 1 du présent article informe dans les plus brefs délais l'autre Partie sur la cessation d'existence de ces raisons et le renouvellement de l'application du présent Accord.

Article 7

- 1. Les autorités compétentes des Parties échangent par voie diplomatique les spécimens des passeports diplomatiques et de service en cours de validité, aussi bien que les informations sur les modalités de leur utilisation, dans les 30 jours qui précèdent l'entrée en vigueur du présent Accord.
- 2. Les autorités compétentes des Parties s'informent mutuellement sur toutes modifications concernant les passeports diplomatiques et de service et échangent par voie diplomatique les spécimens des passeports diplomatiques et de service modifiés au plus tard 30 jours avant l'entrée en vigueur desdites modifications.

Article 8

- 1. En cas de perte ou de détérioration du passeport diplomatique ou de service en cours de validité sur le territoire de l'État de l'une des Parties le citoyen de l'État de l'autre Partie qui en est titulaire en informe immédiatement les autorités compétentes de l'État de l'autre Partie par l'intermédiaire de la mission diplomatique ou du bureau consulaire de l'État de sa nationalité.
- 2. La mission diplomatique ou le bureau consulaire de l'État dont le titulaire du passeport diplomatique ou de service en cours de validité perdu ou détruit est citoyen, lui délivre un nouveau passeport diplomatique ou de service en cours de validité ou un titre temporaire certifiant son identité et lui donnant le droit de retourner dans l'État de sa nationalité et en informe les autorités compétentes de l'État de séjour. La sortie avec les documents nouvellement délivrés est effectuée sans nécessité de l'obtention de visas ou d'autres autorisations de la part des autorités compétentes de l'État de séjour.

Article 9

Tous différends entre les Parties concernant l'application du présent Accord sont résolus par voie de consultations ou de négociations entre les Parties.

Article 10

Le présent Accord peut être modifié par accord des Parties.

Article 11

1. Le présent Accord est conclu pour une durée indéterminée et entre en vigueur 90 jours après la réception par voie diplomatique du dernier avis écrit sur l'exécution par les Parties des procédures internes nécessaires pour son entrée en vigueur.

2. Chaque Partie peut résilier le présent Accord en adressant à l'autre Partie un avis écrit approprié par voie diplomatique. Le présent Accord reste en vigueur jusqu'à l'écoulement du délai de 90 jours après la date de réception de cet avis par l'autre Partie.

Fait à <u>Bujumbura</u> le <u>6 février</u> 201<u>8</u> en deux exemplaires, chacun en langue russe et française, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la Fédération de Russie

Pour le Gouvernement de la République du Burundi

Le Ciente des Relation setimente a de la corperaton ontenational

Amb. Den Print MANI-

Cesson

Соглашение

между Правительством Российской Федерации и Правительством Республики Бурунди о взаимном отказе от визовых формальностей для владельцев дипломатических или служебных паспортов

Правительство Российской Федерации и Правительство Республики Бурунди, далее именуемые Сторонами,

руководствуясь желанием способствовать развитию дружественных отношений между двумя странами и создавать наиболее благоприятные условия для взаимных поездок граждан Российской Федерации и граждан Республики Бурунди, являющихся владельцами действительных дипломатических или служебных паспортов,

согласились о нижеследующем:

Статья 1

Граждане государства одной Стороны, являющиеся владельцами действительных дипломатических или служебных паспортов, имеют право въезжать, выезжать, следовать транзитом и пребывать на территории государства другой Стороны без виз в течение 90 дней с даты въезда.

Суммарный срок разрешенного пребывания лиц, указанных в настоящей статье, на территории государства другой Стороны не должен превышать 90 дней в течение каждого периода в 180 дней с даты их въезда.

Статья 2

1. Граждане государства одной Стороны, являющиеся владельцами действительных служебных дипломатических или паспортов И назначенные на работу в дипломатическое представительство консульские учреждения государства этой Стороны представительства государства этой Стороны при международных организациях, расположенные на территории государства другой Стороны,

освобождаются от необходимости получения визы для въезда, выезда, следования транзитом и пребывания на территории государства этой Стороны в течение всего срока аккредитации.

- 2. По прибытии на территорию государства другой Стороны лица, указанные в пункте 1 настоящей статьи, должны быть аккредитованы в течение 30 дней по просьбе соответствующего дипломатического представительства и в соответствии с законодательством государства принимающей Стороны.
- 3. Правила въезда, выезда, следования транзитом и пребывания, предусмотренные настоящей статьей, распространяются на супругов лиц, указанных в настоящей статье, их несовершеннолетних детей, нетрудоспособных совершеннолетних детей, не состоящих в браке, в том случае, если они являются владельцами действительных дипломатических или служебных паспортов либо если сведения о несовершеннолетних детях внесены в действительный дипломатический или служебный паспорт одного из родителей.

Статья 3

Граждане государства одной Стороны, являющиеся владельцами действительных дипломатических или служебных паспортов, могут въезжать, выезжать, следовать транзитом через территорию государства другой Стороны только через пограничные пункты, открытые для международного пассажирского сообщения, в соответствии с законодательством государства каждой из Сторон.

Статья 4

Граждане государства одной Стороны, являющиеся владельцами действительных дипломатических или служебных паспортов, при въезде на территорию государства другой Стороны и в течение всего срока их

пребывания на его территории обязаны уважать законодательство этого государства.

Статья 5

Ни одно из положений настоящего Соглашения не затрагивает право компетентных органов государства одной Стороны отказать во въезде или ограничить срок пребывания на территории государства этой Стороны любого гражданина государства другой Стороны, на которого распространяется действие настоящего Соглашения, чем она незамедлительно проинформирует другую Сторону по дипломатическим каналам.

Статья 6

- 1. Каждая Сторона может полностью или частично приостановить применение настоящего Соглашения, руководствуясь интересами обеспечения охраны общественного порядка, государственной безопасности или здоровья населения. Другая Сторона должна быть уведомлена об этом решении по дипломатическим каналам не позднее чем за 7 дней до введения в действие решения о таком приостановлении.
- 2. Сторона, принявшая решение приостановить применение настоящего Соглашения по причинам, указанным в пункте 1 настоящей статьи, в кратчайшие сроки сообщает другой Стороне по дипломатическим каналам о прекращении существования таких причин и возобновлении применения настоящего Соглашения.

Статья 7

1. Компетентные органы Сторон обмениваются по дипломатическим каналам образцами действительных дипломатических и служебных

паспортов, а также информацией о порядке их применения в течение 30 дней до даты вступления в силу настоящего Соглашения.

2. Компетентные органы Сторон информируют друг друга о любых изменениях в отношении дипломатических и служебных паспортов и обмениваются по дипломатическим каналам образцами новых измененных дипломатических и служебных паспортов не позднее чем за 30 дней до введения указанных изменений.

Статья 8

- 1. В случае утраты или порчи действительного дипломатического или служебного паспорта на территории государства одной Стороны гражданин государства другой Стороны, являющийся его владельцем, незамедлительно через дипломатическое представительство или консульское учреждение государства своего гражданства уведомляет об этом компетентные органы государства другой Стороны.
- 2. Дипломатическое представительство или консульское учреждение государства, гражданином которого является владелец утраченного или испорченного действительного дипломатического или служебного паспорта, выдает ему новый действительный дипломатический или служебный паспорт либо временный документ, удостоверяющий личность и дающий право на въезд в государство своего гражданства, и уведомляет об этом компетентные органы государства пребывания. Выезд по вновь выданным документам осуществляется без необходимости получения виз или иных разрешений компетентных органов государства пребывания.

Статья 9

Любые разногласия между Сторонами, касающиеся применения настоящего Соглашения, разрешаются посредством консультаций или переговоров между Сторонами.

Статья 10

В настоящее Соглашение могут быть внесены изменения по согласию Сторон.

Статья 11

- 1. Настоящее Соглашение заключается на неопределенный срок и вступает в силу по истечении 90 дней с даты получения по дипломатическим каналам последнего письменного уведомления о выполнении Сторонами внутригосударственных процедур, необходимых для его вступления в силу.
- 2. Каждая Сторона может прекратить действие настоящего Соглашения, направив другой Стороне по дипломатическим каналам соответствующее письменное уведомление. Настоящее Соглашение остается в силе до истечения 90 дней с даты получения такого уведомления другой Стороной.

Совершено в <u>буркционте</u> « 6» <u>февраля</u> 201<u>в</u> года в двух экземплярах, каждый на русском и французском языках, причем оба текста имеют одинаковую силу.

За Правительство Российской Федерации За Правительство Республики Бурунди

cesses